

Libérer et refonder la France 1943-1945

Il faut s'interroger sur le cadre chronologique.

La première date, 1943, va de soi par rapport au premier thème : libérer le pays, c'est-à-dire chasser l'ennemi hors du territoire national, y compris de l'Empire.

La seconde, 1945, apparaît décalée s'il s'agit de couvrir intégralement le deuxième thème : reconstruire un pays passablement endommagé. Elle correspond probablement davantage à la volonté de célébrer les 80 ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale selon le cycle commémoratif 2024-2025.

Libérer le territoire oblige à analyser relations entre de Gaule et les États-Unis.

L'hiver 1942-1943 est vraiment l'hiver d'un tournant majeur. Militairement, le rapport de force est en train de se retourner aussi bien à l'Est, où, en laissant quelques centaines de milliers d'hommes dans la bataille de Stalingrad, le Reich perd à peu près tout espoir d'arriver un jour à Moscou.

El Alamein : les Anglais et les Français Libres réussissent à refouler complètement les Italiens et leurs alliés allemands vers la Tunisie pour un repli en Europe.

Dans le Pacifique, les choses également se gâtent pour le Japon. Mais là, la France n'est pas militairement concernée, aucun de ses territoires du Pacifique n'a besoin d'être libéré.

C'est également un moment où les choses commencent à se gâter entre la France Libre et les États-Unis. Jusqu'en 1943 les Français Libres qui se battent en Afrique font une guerre de clochards. Donc ce n'est pas drôle tous les jours. Ils n'ont pas le matériel nécessaire, ils sont relativement peu nombreux. Mais il y a une bonne entente. Les objectifs sont clairs. On est là pour la même chose. On est prêt à faire des sacrifices et Koufra l'a montré : on est capable de se dépasser.

Les accords avec la Grande-Bretagne fonctionnent, même s'il y a des tensions : c'est une association de deux puissances et je vous rappelle de ne jamais oublier qu'« une puissance n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts ». Si vous suivez l'actualité quotidienne, vous voyez tout de suite de multiples exemples qui peuvent confirmer cette thèse.

En 1943, dorénavant, les Français ont en face d'eux les États-Unis qui ne les aiment pas. Ils ne s'en cachent pas. Et leur seul rêve, c'est se débarrasser de de Gaule. Pas de le supprimer, mais de le mettre hors-jeu.

Pourquoi y a-t-il ce contentieux entre la France et les États-Unis ? Il y a de multiples raisons.

- Il y a d'abord une raison qui remonte au début des années Trente. Le traité de Versailles, traité le plus stupide que la France ait jamais signé dans son histoire, impose le paiement de réparations par l'Allemagne, au motif éminemment discutable qu'elle aurait perdu la guerre. Même le Japon qui n'a jamais souffert des actions allemandes en perçoit !

La France a beaucoup emprunté, puisqu'elle a fait l'erreur de faire toute sa guerre à crédit, et a donc des dettes considérables alors qu'elle a perdu une grande partie de sa richesse. C'est le pays le plus endetté et elle doit rembourser des sommes importantes aux États-Unis. La crise de 1929 conduisit à une mise entre parenthèse des remboursements.

Après les élections présidentielles de 1932, la conférence sur le commerce international qui devait relancer les affaires et permettre à l'économie mondiale de redécoller échoua. L'Allemagne, avec un accord tacite des États-Unis, cessa de payer les réparations et par conséquent les débiteurs des États-Unis cessèrent, eux, de rembourser leurs dettes. Seule la Finlande paya ses dettes de guerres aux États-Unis.

Les Américains ont très peu goûté qu'on ne leur rende pas leur argent. Il ne faut pas oublier oublier ce qu'est un Américain : essentiellement un marchand pour qui un contrat est un contrat et tout contrat

doit impérativement être respecté. Dès lors que vous avez signé un contrat d'emprunt vous engagez à rembourser jusqu'au dernier dollar.

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, vous avez encore une association qui est créée par Charles Lindbergh, l'aviateur le plus célèbre des États-Unis, qui milite pour la confiscation des biens français aux USA au motif que la France n'a pas remboursé ses dettes de guerre.

- A ce contentieux avec la France s'ajoute un rejet de de Gaulle que les États-Uniens ne connaissent pas et craignent. Les États-Uniens connaissent peu le monde extérieur. Un exemple : en 1945 après la création du Conseil de l'Europe, le State Department, c'est-à-dire l'équivalent du Quai d'Orsay français envoie une lettre au secrétariat du Conseil de l'Europe. L'enveloppe est rédigée de la façon suivante : Monsieur le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Strasbourg, Germany. Certes trois cents mètres de plus et vous êtes en Allemagne. Mais c'est quand même la largeur du Rhin et c'est une frontière internationale.

Donc, quand on a une connaissance du monde aussi peu précise, il est évident qu'on n'est pas toujours en mesure de situer un partenaire que l'on découvre. Qu'ont-ils fait quand ils ont appris qu'un certain Charles de Gaulle avait lancé un appel à la résistance et que les Anglais avaient eu l'idée farfelue de s'engager à le soutenir et le financer ?

Ils ont cherché en croisant France/histoire politique/militaire, et cela les ramenait le plus souvent à coup d'État : Bonaparte, Boulanger alors que l'armée française n'est pas foncièrement putschiste. Donc ils se méfient et beaucoup de dirigeants à Washington pensent que cet homme n'est pas sûr, qu'il n'est pas fiable. Tant que les Français ne se seront pas prononcés par un vote, on ne doit donc pas lui faire confiance.

- Enfin, un dernier facteur qui explique que les États-Unis sont méfiants. Il y a, à Washington, à New York et un peu partout dans les villes importantes des États-Unis, une camarilla française qui a à sa tête, excusez du peu, Alexis Léger, plus connu sous le nom de Saint-John Perse, qui est l'ancien secrétaire général du Quai d'Orsay et qui savonne consciencieusement la planche de de Gaulle en disant aux États-Unis : ne soutenez pas ce type-là, il n'est effectivement pas fiable. Il faut essayer de faire autre chose. Ce qui explique que, jusqu'à l'été 1943, vous avez des contacts entre les États-Unis et Pétain.

Donc, en 1943, le fait que de Gaulle ait des relations plus directes avec les États-Uniens, va compliquer la tâche d'intermédiaire de Churchill. A chaque fois que Roosevelt refuse quelque chose à la France Libre, de Gaulle se retourne vers Churchill : Eh bien, vous m'avez promis de m'aider. Vous avez signé un accord, essayez de faire en sorte que je puisse avoir la preuve que vous êtes utile. Et Churchill ne peut répondre que lui aussi a besoin des États-Unis et donc ne peut pas se fâcher avec eux pour les beaux yeux de la France Libre. Et ça va durer jusqu'à la fin de la guerre.

Au milieu de l'été 43, il y a toute une série de propositions qui arrivent sur le bureau du Président des États-Unis en provenance de Vichy pour voir comment on pourrait éventuellement finir la guerre ensemble et pouvoir se débarrasser enfin de l'encombrant de Gaulle.

De surcroît, les États-Unis avaient commencé à préparer la réflexion sur l'après-guerre dès 1941 car ils avaient tiré les leçons de la Première Guerre mondiale. Ils se retrouvèrent, en 1919, la première puissance du monde. Mais n'étaient nullement disposés à accepter, en tant que première puissance, ce leadership assumé par la Grande-Bretagne depuis Waterloo.

Les élections présidentielles de 1920 les firent choisir le repli sur eux. Ce n'est nullement de l'isolationnisme. C'est ce qu'ils appellent du non-entaglement. Ne pas être liés de façon contraignante à des partenaires européens dont on ne sait jamais dans quelle aventure ils vont vous embarquer, puisqu'ils rêvent que qu'une chose, se battre entre eux ! Profiter économiquement du monde qui doit leur être ouvert sans entraves mais sans se lier à lui ! Donc ils se sont abstenus de gérer et régler les affaires internationales. Ils étaient persuadés que ça leur éviterait bien des ennuis.

Dès avant Pearl-Harbor, conscients qu'ils seraient, d'une manière ou d'une autre, dans le camp des vainqueurs à l'issue de la Seconde Guerre Mondiale et n'échapperaient pas au rôle de leader, ils décidèrent, cette fois de s'y préparer.

Donc depuis 1941 ils réfléchissaient, ils savaient ce qu'ils voulaient faire avaler, si j'ose dire, à leurs partenaires européens, une fois que la guerre serait finie, de façon à reconstruire le monde comme ils pensaient qu'il devrait être organisé. Je pense que je n'ai pas besoin de longuement développer, mais cette nouvelle organisation du monde devait servir avant tout leurs propres intérêts. Donc tout ce qu'ils nous ont fait avaler en 1945, servait prioritairement leurs intérêts. Si nous avions été à leur place, nous aurions fait la même chose.

L'actuel président des États-Unis, contrairement à ce qu'on pense, n'est pas un idiot et ne dit pas que des âneries. Et il est dans la stricte continuité de la ligne directrice majeure de l'histoire étatsunienne. Ce que Roosevelt a mis en place en 1945 est à bout de course et arrive à son terme. Si le modèle qui garantit les intérêts des USA est obsolète il faut le changer, quoiqu'il en coûte aux alliés des USA. D'où la tornade trumpienne

La reconstruction oblige à aller au-delà de 1945.

La chronologie de la reconstruction, en effet, ne colle absolument pas avec la chronologie du sujet :1943-1945.

Non pas qu'on n'y pensait pas. A Amiens par exemple, l'architecte de la ville commence, dès la fin des combats de 1940, à réfléchir à ce que va être la reconstruction, quelle que soit la durée de la guerre. Mais reconstruire la France, on ne va y penser concrètement que beaucoup plus tard et en 1945, il n'y a rien qui ait vraiment commencé, sauf peut-être un basculement dans les relations de de Gaulle avec les États-Unis.

Mais comme de Gaulle quitte le pouvoir dès 1946 il ne peut plus peser sur la reconstruction et le sujet s'arrête en 1945 par conséquent, cette date me paraît pas véritablement pertinente.

Néanmoins, ça ne sera pas une reconstruction à l'identique. Comme je viens rapidement de l'évoquer, c'est une reconstruction selon ce que souhaite les USA, sous l'influence de plusieurs autres facteurs.

- D'abord, l'influence des États-Unis qui vont imposer à la France l'abandon d'un certain nombre de règles, ce qui la mit dans une situation totalement différente de celle à laquelle elle fonctionnait depuis des siècles. Ces nouvelles contraintes pèsent toujours sur nos gouvernements et pour certaines limitent notre souveraineté.

Nous ne pouvons plus faire ce que nous voulons en économie, puisque nous avons accepté de signer Bretton-Woods puis nous nous sommes engagés dans ce qu'on appelle la construction européenne. Celle-ci est bien davantage une exigence étatsunienne qu'une volonté des Européens. C'est pourquoi elle est aussi fragile que contraignante. Nous ne pouvons plus pratiquer le protectionnisme, voire en abuser. On a signé un tas d'accords qui nous obligent à être ouvert au commerce international de façon non négociable, sauf à subir immédiatement des représailles.

- Le deuxième élément qui change, c'est que l'État va devenir un acteur économique important.

En France, il l'a toujours été un peu. Mais, après 1945, on a changé d'échelle.

Cet État est acteur, au point qu'à peu près un tiers de l'activité économique est sous son contrôle.

Cela tient à trois héritages:

- D'abord celui des années Trente. Il y eut durant ces années toute une série de groupes de réflexion, On peut citer le groupe du planisme, le groupe X-crise qui regroupaient des polytechniciens. Tous cherchaient une solution à la crise de 29 et surtout faire en sorte qu'elle ne se reproduise pas.

- Ensuite celui de l'esquisse de réflexion économique au moment du Front populaire mais qui n'est pas allée très loin, tout simplement parce que le Front populaire n'a pas duré très longtemps.

- Suivirent les technocrates de Vichy qui restèrent en place et poursuivirent, sous le pavillon de la IVème République, ce qu'ils avaient commencé sous celui de l'État Français. Vichy fut, par exemple, le seul régime à réfléchir sérieusement au développement économique de l'Empire.

- Enfin, dernier élément, le Conseil national de la Résistance mais qu'il ne faut pas, là non plus, magnifier. Le Conseil national de la Résistance s'est unifié que pour ne pas voir arriver, comme interlocuteur des États-Unis et de la Grande-Bretagne, des gens qui avaient servi Vichy. Quand je dis « servi » c'est au plus haut niveau, puisque Darlan a été chef du gouvernement du Maréchal Pétain. Les Résistants de l'intérieur ne voulaient pas voir des gens qui avaient le sang de leurs camarades de combat sur les mains devenir interlocuteurs des Alliés, au moment où on allait négocier la sortie de la guerre.

Ce n'est pas un soutien total. La Résistance intérieure soutenait de Gaulle comme « la corde soutient le pendu ». C'est à dire qu'au premier conflit, on le lâcherait. Sacré handicap pour avoir une action sur la durée.

En l'occurrence, ils n'auront pas à le lâcher, de Gaulle partira en premier, bien que certains résistants comme Jules Moch qui jouaient un rôle important auprès du Conseil national de la Résistance. l'aient lâché avant qu'il ait démissionné.

La Libération : les principales étapes.

Libérer un pays c'est combattre jusqu'à ce que l'ennemi qui a réussi à entrer et s'installer soit chassé. Dans toutes les guerres c'est la même chose. Sauf que pour la France en 1944-45 il y a le problème de l'administration des populations jusqu'au départ du dernier occupant : qui va l'assurer ? On peut distinguer trois temps.

L'échec des manœuvres de Vichy.

Il y eut des contacts entre Washington et Vichy et en particulier au cours de l'été 1943 : toute une série de rencontres qui ont lieu à Madrid entre des envoyés étatsuniens et des envoyés du maréchal Pétain pour essayer de voir ce qu'on pourrait faire. On pensa remplacer l'Allemagne par les États-Unis, comme partenaire de Vichy, pour permettre à la France de revenir dans les combats. D'autres imaginèrent une alliance avec les Allemands, une espèce de retournement du système pour se débarrasser de l'URSS.

A Vichy certains voulaient utiliser le fait que les États-Unis sont atteints d'un anticommunisme viscéral, pour ne pas dire maladif, sans commune mesure avec l'anti-communisme classique existant depuis 1917 dans de nombreuses sociétés. Rappelez-vous au moment où François Mitterrand est élu en 1981 : nombre d'États-Unis étaient persuadés que huit jours plus tard les chars de l'Armée rouge défileraient sur les Champs-Élysées pour le 14 juillet et que le goulag s'installerait en France.

Ceux d'entre vous qui sont allés aux USA avant l'implosion de l'URSS, rappelez-vous la demande de visa. Il y avait une série de questions : avez-vous été adhérent du Parti communiste ? Fréquentez-vous des communistes ? Et si vous répondiez oui, la porte vous était fermée.

Bon, Vichy pense que ça peut marcher alors, mais qu'est-ce que les États-Unis pourraient gagner ? Certains ont pensé leur remettre la propriété des biens confisqués aux juifs. Finalement, l'affaire échoue. Aux États-Unis, il y a deux, trois marginaux qui y attachent un peu d'importance, mais l'affaire ne se fait pas.

Dans la première quinzaine du mois d'août 1944 les États-Unis sont saisis d'une autre proposition. Si la France réussissait à reproduire, chez elle, l'opération que l'Italie a faite avec Badoglio, est-ce que Washington accepterait de soutenir le gouvernement de Vichy, qui serait à ce moment-là peut-être « restauré » aux yeux des Français ?

Il faudrait à nouveau envisager un changement d'alliance, avec une France gouvernée par Pétain ?

D'abord il faut trouver un moyen d'intéresser les Etatsuniens. Les Italiens ont mené l'affaire dans le secret. Ils offraient le Roi, puisque le souverain était sur le territoire national. En France, on n'a rigoureusement rien, à part le maréchal Pétain, à proposer. Il est quand même passablement dévalué. Donc finalement les Etatsuniens ne répondent pas.

Et la troisième tentative, qui ne concerne pas les Américains, relève d'une petite clique qui tente d'utiliser l'amiral Auphan. Elle devait regrouper les principaux hommes politiques de la Troisième République. Herriot a la chance d'être mis en état d'arrestation à ce moment-là, il est tranquille, on ne peut pas lui forcer la main. Blum est incarcéré, par conséquent, il en est également « protégé ». Tous les autres s'arrangent pour être injoignables. Et dans la France de l'époque, il est relativement facile de s'évanouir dans la nature. L'amiral se retrouve tout seul. Tout seul, avec quoi ? Avec un texte, qui est une transmission de pouvoir du maréchal Pétain à de Gaulle. De Gaulle refuse de recevoir l'amiral et de prendre connaissance de la missive.

De Gaulle s'appuie sur un seul principe. Il ne conteste pas la légalité du régime de Vichy, ça serait d'ailleurs difficile. C'est un régime légal. Mais sa légitimité.

C'est-à-dire que, en regardant l'histoire de France, on ne trouve aucun régime qui ait jamais accepté de se soumettre à un adversaire. Ils ont parfois payé des indemnités, mais c'était dans le cadre de traités très rigoureusement et très légalement négociés.

Par conséquent la faute de Pétain est là, d'avoir accepté de vivre aux côtés des Allemands, et de temps en temps même, de leur avoir rendu quelques services.

Comment les États-Unis, s'ils ne veulent pas voir de Gaulle diriger la France, s'ils ne veulent pas pactiser avec Pétain, vont-ils pouvoir prendre en charge la population et sa vie quotidienne tout en continuant le combat ?

Un de leurs spécialistes des relations internationales a retrouvé dans l'arsenal législatif français une loi du 15 février 1872, la loi Tréveneuc de 1872. Napoléon III s'étant livré aux forces allemandes en 1870, le gouvernement provisoire étant fragile et les Républicains suspects, Tréveneuc avait fait voter une loi prévoyant qu'en cas d'absence du chef de l'État le pouvoir serait confié aux conseils généraux.

Les Etatsuniens imaginèrent de prendre en charge le régalien avec leurs forces armées pour le maintien de l'ordre. Les États-Unis avaient des troupes en abondance et pouvaient distraire quelques divisions pour faire en sorte que l'ordre public ne soit pas troublé. Ils laisseraient aux conseils généraux, la gestion au quotidien des problèmes des Français. Pour une économie de survie, la gestion de la monnaie, le ravitaillement il y aurait l'AMGOT, une administration des territoires militairement libérés et occupés qu'ils avaient préparée et organisée. Elle disposait d'une monnaie factice, sorte de monnaie de monopoly qui n'est pas appelée à durer, mais simplement à remplacer le franc pendant toute la durée où le régalien, serait aux mains de l'armée américaine et la vie quotidienne des Français gérée par les conseils départementaux.

Ce ne sera pas très long, ça peut marcher et c'est prêt. Les billets de l'AMGOT ont finalement été détruits, puisque de Gaulle a été capable de mettre la manœuvre en échec.

Cette Libération peut se diviser en trois temps.

Premier temps : du 6 juin 1944, à l'arrivée devant Paris.

Première partie, donc du 6 juin 1944 à l'arrivée des troupes alliées et des Forces françaises libres devant Paris. C'est là que se joue l'essentiel du jeu : les Etatsuniens accepteront-ils le GPRF comme interlocuteur et feront-ils aux forces militaires du GPRF une place dans la Libération ?

De Gaulle a été tenu dans l'ignorance jusqu'au dernier moment de la date du débarquement. Il l'a su in extremis avant le débarquement tout simplement pour éviter aux Etatsuniens et Anglais d'être confrontés à des difficultés avec les résistants et la population trop compliquées à gérer sans un interlocuteur français et crédible. En effet le problème que redoutaient les États-Unis était : quand

on va arriver en France, comment allons-nous être reçus ?

En principe, ils espèrent bien. « Lafayette, nous voici. ! » Ils ont des souvenirs émus de la Première Guerre mondiale. Ils viennent régulièrement au château de Versailles, qui est le berceau de leur prime enfance comme pays. Enfin tout de même on ne sait pas trop. Il y a une propagande gaulliste qui parle des Anglais, mais pas beaucoup des États-Unis.

On s'est donc quand même décidé à mettre de Gaulle dans le coup en lui disant : voilà on débarque le 6 juin 1944. Vous avez tant de minutes disponibles pour une allocution. Vous serez diffusé après les autres parce que, eux, sont chefs d'États et de gouvernements.

Il dut faire à nouveau un gros caprice, pour avoir une place qui soit convenable dans l'ordre des interventions à la radio et de ce fait être informé de la date du D. Day.

Mais les gaullistes savaient qu'il faudrait aller très vite.

Pour faire quoi ? Faire comprendre à la société française que, quoi que disent les alliés, il y a une instance gouvernementale, qui est prête à prendre la France en charge.

C'est celle qu'ils ont, de temps en temps, eu l'occasion d'entendre quand la voix de Gaulle a été mise sur les ondes et qu'ils ont entendu tous les jours dans « Les Français parlent aux Français ».

Et là il est extrêmement important de rappeler que si la Résistance est minoritaire d'un bout à l'autre de la guerre, si elle ne représente vraiment pas grand-chose, en 1940 ; il y a une chose qui a changé entre 1940 et 1944, c'est l'état d'esprit des Français entre Pétain, la neutralité et la résistance.

En 1940, ils sont tous maréchalistes ou presque. Il y a une poignée de résistants avant même le 18 juin. Et puis il y a quelques attentistes qui sont d'ailleurs une fraction non négligeable.

Plus vous approchez de 1944, moins il y a de maréchalistes, ça s'est effondré très vite, dès le lendemain de l'entrevue de Montoire et l'annonce d'une collaboration qui, en fait, n'a jamais eu lieu.

Mais on a appelé une série de décisions « collaboration » mais ce n'est pas de la vraie collaboration. De toute façon, la fraction des maréchalistes s'effondre. Le contrôle postal permet de le mesurer.

Plus on progresse vers 1944, plus il y a de gens favorables à la Résistance, ce qui ne veut pas dire qu'ils rentrent dans la Résistance. 500 000 cartes de Résistance distribuées. Sur 40 millions d'habitants ça ne fait pas lourd. 80 000 Français libres, vous n'atteignez pas encore les 600 000.

Mais pour avoir la carte de résistant, il fallait avoir une action de guerre. Ça veut dire qu'on exclut quasiment tous les paysans qui ont, par leur simple tolérance, facilité la vie des résistants.

Mais même s'ils sont peu nombreux, ils sont quand même plus nombreux en 1944 qu'en 1940,

Donc les gaullistes doivent s'appuyer sur ces gens-là. L'unification de la résistance aura facilité les choses. Depuis que le CNR est créé, les relations se sont intensifiées. Des consignes ont été passées dans les régions où il y a vraiment des mouvements solides, on sait qu'on peut s'appuyer sur eux et donc, on a fini par avoir quelques noms et des gens et on va procéder de la façon suivante en empruntant une vieille technique de l'Ancien Régime. Sous l'Ancien Régime, le roi n'est obéi que quand il est présent. Il faut que les Français voient de Gaulle et l'adoubent.

Donc, on va utiliser le système de l'Ancien Régime. On va montrer, sinon de Gaulle, du moins ses représentants les plus prestigieux.

Nommer quelqu'un en qui on a totale confiance et, par ce jeu de présence et de basculement de l'autorité, on va essayer de reprendre le contrôle des régions dans lesquelles les forces alliées et la 2ème DB qui se démultiplie, combattent les Allemands.

Alors je vous fais grâce du circuit, mais vous le retrouverez dans tout un tas de bouquins, à partir du 14 juin où de Gaulle vient à Bayeux ; Il n'a pas pu venir avant, il débarque à Courseulles. La première chose qu'il fait, c'est d'aller à Bayeux, il met en place le scénario.

À Bayeux, il est reçu par le commissaire de la République qu'il a désigné. On a repris des circonscriptions de Vichy ; à la tête, on met des commissaires de la République qui ont été sélectionnés par Debré, des hommes de caractère en qui on a toute confiance et sur qui on peut compter.

Globalement le scénario de Bayeux, est le suivant : De Gaulle salue le commissaire de la

République qui a été choisi, il salue le maire ou celui qui remplace le maire. Car si le maire était trop compromis avec Vichy, on lui a fait comprendre qu'il fallait qu'il parte et on en a désigné provisoirement un autre. Un officier qui va être responsable des affaires militaires. Un petit bain de foule. Une allocution bien sentie, pas trop complexe, concret. Les indigènes locaux ont été priés de donner deux, trois indications sur les principaux épisodes de la guerre, pour montrer que les gaullistes ont bien suivi ce que vivaient les Français au jour le jour. On applaudit, on serre des mains, le général saute dans la voiture et repart un peu plus loin.

Il va de cette façon décrire un arc de cercle qui, partant de Bayeux, va le conduire à Cherbourg. Entre deux il est revenu en Angleterre. Je ne sais pas combien d'heures de vol il a dû faire à cette époque-là. Ça doit être assez fou.

Ensuite, il ira à Rennes, puis Laval, Le Mans, Chartres, Rambouillet, et là, on se rapproche de Paris.

Donc, pendant que cette reprise de contact civil se déroule, la 2ème DB avance.

Deux mots sur l'armée dont dispose de Gaulle parce que la France n'a pas grand-chose quand même au tournant de 1943.

Il y a 200 000 hommes dans l'armée de campagne, il y a 150 000 hommes de l'armée régimentaire. Elle est essentiellement dans l'Empire pour le maintien de l'ordre.

Il y a une flotte de guerre de 300 000 tonnes et environ 1 200 000 tonnes de flotte marchande et enfin 500 avions.

Autant dire rien. Quand je parlais tout à l'heure de guerre de clochards, entre 1940 et 1943, ça n'est pas du tout une plaisanterie ou un mauvais jeu de mots, c'est l'exactitude. Ils sont dépenaillés.

On pourrait leur faire le discours de Bonaparte quand il prend la tête de l'armée d'Italie.

De Gaulle a remis à Leclerc le soin de reconstituer une armée française. Pas simple. D'autant que Leclerc est quelqu'un d'intransigeant, d'entier et d'impulsif. On ne peut pas lui reprocher d'être patriote quand on sait les risques qu'il a pris en 1940.

Alors vous allez me dire en quoi c'est gênant. En général, il commence par engueuler ses camarades de Saint-Cyr, en leur disant que vous êtes des traîtres vous êtes des dégonflés et une fois qu'il leur aura passé un bon savon, il leur dit, bon ce n'est pas tout ça, il va falloir nous rejoindre parce qu'on a besoin de toi, il va falloir que tu encadres une unité.

Ce n'est pas la meilleure façon de collaborer avec les gens, au point qu'un jour un de ses professeurs de Saint-Cyr va lui dire, écoutez, mon petit Hautecloque, il va falloir changer un peu de méthode.

Il n'y a que vous qui pouvez reconstituer l'armée française, mais arrêtez d'engueuler vos camarades. Commencez par leur expliquer le bon vieux discours patriotique sur le sens du devoir chez un militaire. Rassurez-vous, ils vont très vite ressortir la vareuse. Mais il y a des gens avec qui ça va le fâcher définitivement.

Donc Leclerc reconstitue l'armée française, mais il doit compter avec des concurrents. L'arrivée des Etatsuniens, l'invasion de la zone sud a conduit un certain nombre de militaires à revêtir l'uniforme en novembre 1942, à rejoindre l'Afrique du nord. Les généraux à quatre et cinq étoiles ne manquent pas pour prétendre au commandement de l'armée française.

Et donc, on se trouve avec une armée française qui, au moment de la libération, est divisée en deux clans rivaux, ceux qui sont gaullistes depuis juin 1940 et ceux qui ont rejoint à la fin de l'année 1942 et, mauvaise conscience..., pas forcément bien reçus, car il n'y a pas que Leclerc qui a ce comportement de forts reproches de ceux qui n'ont pas résisté.

Mais avant de jeter la pierre et dire : oui, c'est normal, au fond les officiers auraient dû tous faire comme Leclerc ou ils n'ont pas résisté, on ne peut leur faire confiance. Un militaire apprend qu'il doit obéir. Comment lui reprocher de n'avoir pas désobéi ? Surtout si personne ne lui a donné le mode d'emploi très précis.

Pousser un militaire à la faute ça peut coûter cher. Donc c'est un jeu dangereux auquel il vaut mieux ne pas jouer.

Par conséquent, moi, je ne jetterais jamais la pierre à un militaire qui, en 1940 a obéi. L'armistice est un acte international qui est signé par le gouvernement légal de son pays. Donc on lui donne l'ordre de cesser le combat. Il cesse le combat.

Quelques-uns ont désobéi. Ils ont eu la chance d'avoir gagné. Tant mieux pour eux. On les a honorés..

Deuxième temps : Paris.

En quatre jours à Paris, où on prend la mesure de la réalité et des proportions exactes des dangers qu'on redoute. La fraction de la Résistance qui était susceptible de poser un problème, le Parti communiste, a parfaitement compris qu'on ne refait pas 1917, si l'Armée rouge n'est pas présente.

Paris, libéré, libéré par lui-même, et vous avez un homme politique qui adorait entendre cette formule parce que ça lui permettait de régler ses comptes avec les gaullistes. C'était Valéry Giscard d'Estaing.

Chaque fois que Valéry Giscard d'Estaing entendait un homme politique en public citer de Gaulle ou un journaliste faire passer l'enregistrement de l'allocution de Gaulle entrant à Paris, il s'empressait de faire remarquer que c'était un mensonge et un mensonge d'État car Paris n'avait pas été libéré par les Français.

C'est à la fois vrai et faux dans les deux cas. C'est dire s'il est extrêmement difficile de savoir exactement qui a libéré Paris. L'insurrection est partie effectivement des Parisiens mais ne suffit pas à prouver qu'ils étaient tous résistants. Quand on regarde de près l'histoire de la préfecture de police, il n'y a pas plus de cent membres de la préfecture qui étaient vraiment résistants. Les autres, on ne leur aura pas donné le choix. Si tu ne marches pas, tu seras tué le premier. Entre il n'est pas sûr que les Allemands t'abattent ou tu ne viens pas et tu es sûr que tu es mort, le choix est vite fait.

Donc ils n'ont pas fait beaucoup de calcul, ils sont allés au casse-pipe. Je vous rappelle que dans la Seconde Guerre mondiale, il faut 3650 cartouches tirées pour avoir un mort. Donc toutes les balles ne sont pas mortelles.

Mais les Alliés ne sont jamais loin. Car libérer Paris c'est compliquer le combat. A l'origine Eisenhower ne voulait pas libérer Paris. Il savait très bien que Paris allait être un poids. Il aurait voulu passer au sud et au nord de Paris, attendre que, les bases ayant été suffisamment coupées, la garnison se rende et pouvoir continuer pour être plus rapidement en Allemagne.

Mais Eisenhower a pris la mesure de la stupidité de la position de Roosevelt vis-à-vis de Gaulle. Il a surtout compris qu'elle risquait de lui compliquer les choses et qu'il avait intérêt à arrondir les angles !

Et donc quitte à être tiraillé il va tout faire pour empêcher de Gaulle de trop lui compliquer la vie sans aller jusqu'à désobéir gravement à Roosevelt..

Il se rend compte qu'on ne peut pas faire l'économie de la libération de Paris, sinon Leclerc va leur flanquer une pagaille dans les unités avec lesquelles sa division se bat. Mais il sait que les Français sont trop peu nombreux pour se débrouiller seuls. Donc vous avez toujours une unité US qui est très proche, qui se rapproche jusqu'à encadrer Paris pour assurer la sécurité, car on va se battre autour de Paris.

On va se battre y compris après la descente des Champs-Élysées.

Et là, les forces alliées sont au moins aussi importantes que la 2ème DB ou les forces de résistance.

Eisenhower est très beau joueur : la première unité qui rentrera sera une unité de la 2ème DB.

C'est celle de Dronne. Donc Paris est libéré, et là on commence à voir poindre les choses.

Eisenhower n'est pas là, il reste en retrait. L'affaire du 26 août se règle entre Français et c'est la grande descente des Champs-Élysées, avec la fameuse fusillade autour de Notre-Dame qui permet à de Gaulle de commencer à prendre un peu au sérieux l'idée que les communistes pourraient avoir la tentation de lui créer des problèmes .

Il reproche à Leclerc l'erreur d'avoir laissé Rol-Tanguy cosigner l'acte de capitulation de l'allemand. Il avait pourtant reçu des consignes très strictes. Il les a oubliées dans l'euphorie de la victoire, dans tout ce qu'il avait fait, dans la fatigue aussi, parce que pendant tout ce temps-là, il dort relativement peu. Le 26, c'est l'euphorie française, vous la connaissez, comme moi, je n'en parle pas.

Le 27, Eisenhower n'a pas résisté à l'idée de venir dans Paris. Il est venu avec le général Bradley qui avait Leclerc sous ses ordres. Les deux hommes réussissent à passer incognito pendant une petite partie de leur balade dans Paris. Mais tout de même, les photos des journaux circulaient déjà depuis un certain temps, donc la tête d'Ike, était assez connue pour qu'assez rapidement il doive affronter le bain de foule.

Et les Américains sont tous deux très applaudis.. Et ça les rassure. L'accueil des Français depuis le débarquement se passait bien. Paris est tellement déterminant qu'on attendait ce test parisien. Le test parisien est bon : de Gaulle est accepté par la population et les Etatsuniens sont également bien accueillis.

Troisième test, les FFI ils se manifestent et en particulier le 28, le journal Franc-tireur comporte un communiqué d'Hervé, un des responsables du mouvement communiste résistant à Paris qui rappelle que le maintien de l'ordre ne relève que des FFI et que, dès lors qu'il y a quelque chose qui ne colle pas ou une agitation, des troubles civils, ce sont les FFI qui doivent être prévenus. De Gaulle est très méfiant vis-à-vis des FFI qu'il ne contrôle absolument pas, les Américains plus encore.

Et Rol-Tanguy lance un appel aux FFI à la vigilance et à la poursuite de l'engagement et des combats.

De Gaulle et Eisenhower se mettent rapidement d'accord sur ce que va être la journée du 28 : un avertissement aussi discret que clair. D'abord un défilé de la 28ème division américaine. Défilé qui se cale exactement sur le défilé de de Gaulle : départ de Neuilly. Passage autour de l'arc de triomphe: descendre jusqu'à la place de la Concorde, montée dans les camions à la place de la Concorde. Fin de la traversée de Paris jusqu'au bois de Vincennes.

Il s'agit de montrer à tout Paris, aussi bien le Paris bourgeois que le Paris populaire, car à l'époque la distinction a un sens et une réalité sociale que les Américains sont là. Il n'est pas question de se livrer à quelque trouble que ce soit à l'ordre public et sinon, ils sauront prendre les dispositions nécessaires.

Ensuite on fait savoir que Eisenhower consent à laisser la 2ème DB jusqu'à la fin du mois d'août. On est le 28, elle ne va pas rester encore très longtemps. Cela permet à Leclerc de faire un saut en Picardie pendant que son unité est à Paris. Si on en a besoin, on sait que la 2ème DB connaît Paris et saurait éventuellement y maintenir l'ordre.

Troisième temps : la fin de la libération.

Après la libération de Paris, la libération du reste de la France est une fin de guerre assez classique dans laquelle il n'y a rien de particulier et c'est une guerre tout à fait ordinaire qui se gère.

Il y a deux points qui sont intéressantes :

- le premier, c'est que les Américains s'aperçoivent que l'armée française est encore un outil de guerre sur lequel on peut s'appuyer. Cela confirme l'opinion du commandant en chef étatsunien sur le Garigliano : « french army is back ! » avait-il dit. La manœuvre de Baccarat va bluffer les généraux américains comme pas un et beaucoup sont venus demander à Leclerc comment il s'y était pris.

Il avait réglé cela en deux temps, trois mouvements.

- Deuxième chose, mais compte tenu que Leclerc représentait pour de Gaulle, ce n'est pas inintéressant de le noter. De Gaulle qui voulait absolument que l'armée française combatte sous commandement français. Il mit donc la 2ème DB sous les ordres de de Lattre de Tassigny, mais elle ne va y rester qu'à peine quelques semaines. Les deux hommes ne s'entendent pas. Et Leclerc menace de démissionner et quitter immédiatement l'armée s'il ne revient pas sous commandement étatsunien, il finira donc la guerre sous commandement étatsunien.

Dernier élément de la libération. Mais ça je ne sais pas si, dans le concours de la Résistance, l'Empire est inclus, ça va se terminer par un piège qui va faciliter, cette fois, le piège qu'il y a dans la reconstruction. Le 5 décembre 1945 le corps expéditionnaire en Extrême-Orient, commandé par Leclerc mais subordonné à d'Argenlieu, débarque à Saïgon. Et ça, c'est un piège. Les États-Unis ne

voulaient à aucun prix que nous y revenions. Nous sommes incapables de gagner cette guerre et l'heure est venue de la décolonisation.

On va s'enfermer dans le piège qui nous fit perdre entièrement ce qu'il était réputé pour l'essentiel. Mais comme les Américains vont en payer cinquante pour cent, nous allons être pieds et poings liés entre leurs mains, de sorte que ce qu'ils craignaient d'avoir du mal à nous faire avaler, à savoir le Fonds monétaire international, le GATT, l'OECE, l'obligation de leur transmettre des informations économiques, nous soumettre aux règles internationales du libéralisme et du libre-échange, et non plus avoir la possibilité de jouer du protectionnisme et du libéralisme uniquement si cela nous arrangeait, nous l'avons avalisé sans barguigner !

Nous serons obligés d'accepter une mutation qui est, pour la France, un véritable bouleversement et qui est, j'y insiste, à la racine d'un certain nombre des difficultés de politique économique internationale que nous avons encore à gérer aujourd'hui.

Je vous remercie de votre attention. J'espère ne pas avoir été trop allusif parce que je ne pouvais pas toujours développer longuement des explications.

Je vous passe simplement deux cartes montrant la coïncidence entre deux périodes de combat.

- Voilà les combats de la Libération. Vous voyez qu'on combat essentiellement dans le tiers Nord du pays. Dans la remontée de la vallée du Rhône où il y aura peu de destructions. Il y en aura, mais pas aussi important que ce qu'il va se passer dans le Nord.

- Dans le nord vous allez avoir le cumul des combats de la courte campagne de 1940, qu'on va voir sur la carte suivante et les combats de 1944-45. S'y ajoute, c'est vous dire, l'état de suspicion entre gaullistes et Étatsuniens, l'idée que les bombardements de préparation du débarquement de 1944 auraient été larges et donc plus destructeurs que nécessaires. Quand les opérations aériennes des États-Unis faisaient des dégâts souvent totalement inutiles, cela tient simplement au fait que pour un chef de guerre étatsunien, l'homme aux États-Unis est rare, donc il est cher. Je vous rappelle que le centre de gravité de la population des États-Unis se trouve encore aujourd'hui sur la rive gauche du Mississippi. C'est-à-dire que le peuple étatsunien n'est pas fichu de peupler son territoire, tellement ils sont peu nombreux: trois cents millions d'habitants seulement, sur un territoire qui est vaste. Donc il n'est pas question de perdre des hommes quand vous êtes général à la tête d'une armée. Si vous perdez du matériel aux États-Unis, les États-Unis étant riches, on ne vous en fera jamais le grief. Par contre, si vous perdez des hommes, là il va falloir vous expliquer parce que on ne perd pas des citoyens étatsuniens au hasard.

En France, par contre, il faut rendre des comptes il faut expliquer la perte du matériel, pas les pertes humaines.

Le meilleur exemple que je puisse vous donner des dégâts que fait l'armée aérienne des États-Unis quand elle bombarde, ce fut le bombardement de Toulouse. Il s'agissait de détruire la gare Matabiau située à une extrémité de la ville ; à l'autre extrémité se trouve l'hôpital de Purpan. Quand ils sont arrivés, est-ce qu'ils ont sous-estimé la force du vent, est-ce qu'ils ont négligé un autre paramètre, ils ont touché l'hôpital mais la gare Matabiau était intacte. Trois jours plus tard, les Anglais sont venus. On voyait les Anglais dans les cockpits. On les voyait appuyer sur le bouton qui allait larguer la bombe. Les Anglais ont effectivement détruit Matabiau.

Au point que Mendes France aurait repris du service actif pour aller bombarder lui-même pour des opérations dans des endroits où il ne voulait pas que des monuments historiques, des choses auxquelles la France tenait particulièrement, soient détruits.

Certains gaullistes sont allés jusqu'à dire que c'était exprès. Les Américains ayant produit tellement de matériel pendant la guerre, il allait bien falloir le liquider, le solder, le vendre après la guerre, et que plus les destructions auraient été importantes, plus les ventes seraient substantielles.

Là, je trouve quand même qu'on tombe dans l'anti-américanisme diffamatoire. Je ne connais aucun document qui ait jamais établi ce genre de choses.

J'en ai terminé. Je vous donne la parole.

« Refonder » cela renvoie à des principes qui avaient été arrêtés à partir du Conseil national de la Résistance. Est-ce que cela a de l'importance ?

Tout le monde le sait. Depuis l'épisode très court du Front populaire, on est parfaitement conscient que l'on a un tel archaïsme dans l'outil économique français et dans les structures sociales qu'il va falloir faire des mises à jour et que, finalement, comme d'habitude, même dans ces domaines là, c'est l'action de l'État qui pourra mettre un peu d'ordre.

Je vous rappelle qu'on rappelle et vante toujours le programme social du Conseil national de la résistance, en affirmant : ça nous donne une législation sociale qui est parmi les plus protectrices du monde. Oui, mais on oublie de préciser que les Allemands l'avaient cette protection depuis 1884. Et en 1884, c'est Otto von Bismarck qui est la leur a donnée. Alors, vendre à une opinion publique qu'une protection sociale protectrice ne peut venir que d'une force politique gauche quand, en Allemagne, c'est donné par Otto von Bismarck, un des plus grands aristocrates, autoritaire de surcroît !

Il vaudrait mieux parler de l'archaïsme et de la pingrerie d'un patronat français qui feignait de s'étonner de la faiblesse des salaires au moment des grèves du Front populaire « Mais comment avons-nous pu laisser faire ça ? » On a retrouvé les mêmes grimaces et hypocrisies en 1968, avant que le montant du SMIC ne fût multiplié par 4.

Donc après la Libération, la législation sociale a été modernisée. On a nationalisé l'énergie mais pas à 100 %, ce n'est pas vrai, sur la houille c'est 88 %, si mes souvenirs sont bons. Globalement selon la source d'énergie l'État en contrôle toujours plus de 75 %. On a nationalisé la Banque de France. Elle était déjà très largement sous une obligation d'obéir. Mais dorénavant elle appartient à l'État. Lequel est maître de, si mes souvenirs sont bons, 45 % des banques de dépôt, puisque il nationalise les quatre grandes banques de dépôt, aujourd'hui il n'y a plus que de trois puisque deux ont fusionné.

On adopte le principe d'une planification, mais souple. Mais ça, c'est autant le CNR que la volonté étatsunienne via Jean Monnet. Or Jean Monnet n'a pas grand-chose à voir avec le CNR !

Avec Jean Monnet, associons une personne à ne pas oublier pour comprendre ce qui a pu faciliter l'action des États-Unis sur une partie du clan gaulliste pendant la guerre puis sur les gouvernements de la Quatrième République, c'est René Pleven.

Depuis 1926, Pleven doit sa carrière professionnelle à Monnet. Et les deux hommes sont constamment restés en relation. Ce duo a joué un rôle essentiel pour la politique économique de la France après 1945. L'Angleterre avait eu le prêt-bail tout de suite après la défaite française de 1940. L'URSS l'a eu immédiatement après l'attaque allemande en juin 1941. Churchill le demanda à Roosevelt qui s'exécuta. La France ne l'obtint qu'en 1944 avec un montant très faible. Monnet expliqua alors à Roosevelt que si les USA étaient plus généreux sur les crédits, par le biais du prêt-bail et des crédits d'autres natures, ils tiendraient la France via les remboursements et seraient ainsi plus en mesure de lui faire accepter des obligations internationales devant lesquelles elle risquait de renâcler. La simple menace de couper les crédits suffirait. Car en fait la construction européenne, commence dès 1943 parce qu'elle est déjà dans les projets dès 1941. A condition de ne pas oublier que la construction européenne n'est pas une volonté européenne. Ce n'est pas vrai, ce ne sont pas les Européens. C'est une exigence étatsunienne que nous avons accepté en marchant en crabe avec la menace d'un réarmement allemand.

La Communauté européenne du charbon et de l'acier, c'est très simple. Schuman fait sa fameuse déclaration, qui est devenue la commémoration de l'amour franco-allemand et du couple franco-allemand mythique ou, si vous préférez bancal.

Il sait que le 10 mai 1950 il y a une réunion à Londres où l'on doit prendre une décision sur que fait-on des biens économiques allemands qui sont encore sous séquestre alliés, et en particulier, il va falloir trancher le statut de la Ruhr.

Si on ne propose rien, les États-Unis ont décidé que, à la réunion, ils imposeront que la Ruhr soit restituée à l'Allemagne. Dans l'esprit de n'importe quel Français, le plus abruti soit-il, le plus obtus soit-il, la Ruhr c'est l'industrie de guerre, c'est Krupp. C'est 1914-1918, C'est 1940. Si l'Allemagne récupère la Ruhr, la Troisième Guerre mondiale est en route.

Il ne faut jamais oublier qu'août 1945 nous avons signé avec les Anglais un traité à Dunkerque pour anticiper sur une éventuelle revanche allemande. Puis après, il y a eu la menace soviétique, quand les choses se sont un peu gâtées. Et là on ne savait plus très bien si ça serait la revanche allemande ou les Soviétiques. Et c'est là qu'on a dit aux Américains : il faut que vous veniez nous renforcer. Et qu'on a créé l'OTAN dont on oublie toujours que ce ne sont pas les États-Unis qui l'ont créée, c'est nous qui leur avons imposé de le créer en nous rejoignant Français, Anglais, on avait aussi ajouté les Belges, tout en étant conscients que les Belges dans le traité franco-anglais, ça ne renforçait pas forcément le dispositif.

Et donc, c'est la raison de l'article 5, on aide comme on veut, mais pas obligatoirement militairement. Et ce que dit Trump sur l'OTAN, il y a rien à redire, c'est lui qui est dans le vrai.

Donc je reviens à la Ruhr.

Monnet se dit : c'est maintenant ou jamais. Donc, il arrive le 9 mai dans le bureau de Schuman et lui dit : monsieur le ministre, j'ai une proposition à vous faire. Je vois que vous êtes chagrin depuis deux, trois jours. L'idée que vous allez arriver à Londres sans rien à proposer. Regardez le texte que je vous propose de prononcer dès ce soir et de proposer aux Américains- on pourra les prévenir entre deux-, avant que vous ne le rendiez public demain à Londres et vous le faites signer par tous les autres

Schumann lit le texte et dit mais c'est génial.

C'est la fameuse annonce où on met en commun l'acier, le charbon. Pourquoi ? Parce que Monnet explique à Schuman. Comprenez, si tout est en commun, on pourra voir ce que les Allemands font de leur charbon, combien d'acier ils produisent. Si ça nous paraît anormalement élevé par rapport à leurs besoins, on aura une alerte, on pourra leur poser des questions.

Entre-temps, Schuman consulte le patronat. Mais coup de chance, ça aide, ça renforce les point de vue des patrons, ça fait quelques mois que les patrons ont commencé à réaliser que, dans l'évolution générale de l'économie mondiale, le prochain gros problème social qu'on va avoir résoudre sera celui des industries lourdes, en particulier le charbon et l'acier.

Vu le développement du pétrole, le charbon va devenir un problème. Il va falloir fermer des mines. Que va-t-on faire des mineurs ? Et l'acier. On en a de moins en moins besoin. On a de plus en plus d'aluminium, on privilégie des produits légers maintenant, en plus ça pue et rejette des tas de choses, on va essayer de le produire ailleurs. Il va falloir aussi fermer des aciéries. Donc le patronat, sous réserve qu'on ne rende pas publique ses raisons appuie le plan Schuman. Le jour où on aura des problèmes sociaux à régler, il vaudra mieux les régler à une grande échelle, ça sera plus facile à faire, et pour nous, ça sera relativement plus simple.

Bernard Phan

professeur honoraire de Première supérieure au lycée Henry IV à Paris